



Des infirmiers autorisés locaux défendent leurs intérêts à Queen's Park

GRAND SUDBURY, le 6 mars 2024 – Des membres de la section Sudbury et district de l'Association des infirmières et infirmiers autorisés de l'Ontario (AIIAO) se sont rendus à Queen's Park pour rencontrer des députés locaux au Parlement provincial (MPP) sur les questions qui comptent le plus pour les infirmières autorisées de la province (RN), infirmières praticiennes (IP) et étudiantes en sciences infirmières. Les réunions faisaient partie de la 24e Journée annuelle de Queen's Park (QPD) de la AIIAO. Les infirmiers locaux ont joint leur voix à l'appel de la AIIAO au gouvernement et aux organismes de santé pour qu'ils répondent aux préoccupations concernant l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI), ainsi qu'aux politiques et pratiques systémiques actuelles en jeu dans la crise actuelle des soins infirmiers.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, 75 pour cent des infirmières autorisées ont souffert ou souffrent encore d'épuisement professionnel, et jusqu'à 69 pour cent des personnes interrogées envisagent de quitter la profession d'ici cinq ans. La stigmatisation et la discrimination, qu'elles soient liées à la race, à la culture, à la langue, à l'orientation sexuelle ou à l'identité sexuelle, sont des facteurs contributifs importants selon [les données préparées par la AIIAO](#). Ces problèmes touchent tous les niveaux de la profession infirmière, à commencer par la discrimination à l'égard des étudiants, la violence latérale au sein du personnel, les possibilités limitées d'avancement ou la discrimination flagrante de la part des patients, d'autres membres du personnel ou de l'administration hospitalière, entraînant le départ du personnel du système hospitalier, voire son abandon complet de la profession.

Le Dr Paul-André Gauthier, IA et président de l'Association des infirmières cliniciennes spécialisées de l'Ontario (CNS-ON), affirme : « Il est impératif de réitérer aux professionnels de la santé et au public que les infirmières sont des professionnelles hautement qualifiées, capables de fournir soins exceptionnels. De plus, dans des contextes où les préjugés et les stéréotypes alimentent la discrimination, un tel comportement est totalement inacceptable. »

Courtney Dini, infirmière auxiliaire autorisée, sage-femme et étudiante au baccalauréat en sciences infirmières de l'Université Laurentienne, s'est jointe à l'événement en tant que membre du groupe d'intérêt des étudiants en soins infirmières de l'Ontario de l'AIIAO. Dini a pris part à un petit-déjeuner avec la députée provinciale et porte-parole du NPD en matière de santé, France Gélinas, pour discuter de l'importance de réduire les obstacles dans les études et sur le lieu de travail. « Nous avons discuté de la nécessité de résoudre ces problèmes à un niveau fondamental et en bâtissant de meilleures communautés grâce à des réformes éducatives qui incluent la lutte contre le racisme anti-Noirs et anti-Autochtones, ainsi que la discrimination contre les populations 2SLGBTQI+. »

Dini a l'intention de discuter et de plaider en faveur de l'intégration des recommandations de la AIIAO auprès de ses pairs et de l'université. « Pour que le plan du gouvernement visant à accroître la main-d'œuvre infirmière réussisse, nous devons amener tous ces étudiants à franchir la ligne d'arrivée des études supérieures. Je crois que l'École des sciences infirmières de l'Université Laurentienne n'est qu'une des institutions de notre communauté qui pourrait prendre l'initiative de ces recommandations, et j'ai

hâte de partager mes expériences à la QPD avec tous ceux qui souhaitent en savoir plus sur le plan de la RNAO pour aborder l'équité et la diversité, et l'inclusion dans les soins infirmiers et la santé. »

Réduction des méfaits

« L'une des populations les plus stigmatisées au Canada à l'heure actuelle est celle des personnes qui consomment des substances. » a déclaré Neil Stephen, IA, lors d'une séance de questions-réponses avec des députés. « Le gouvernement de l'Ontario semble déterminé à adopter la politique du « traitement d'abord » du PCU qui, selon les premières données, a échoué de façon spectaculaire, entraînant un [doublement des appels](#) aux services d'urgence et une hausse de plus de 25 pour cent des décès depuis sa mise en œuvre. Les [régions de l'Alberta](#) signalent désormais des taux de mortalité plus élevés que les chiffres tragiques observés dans le Nord de l'Ontario au cours des dernières années. Les sites de consommation sécurisée (SCS) offrent un endroit sûr aux personnes qui consomment des substances pour accéder à des soins dans un environnement sûr et sans jugement. En cas de surdose, les professionnels de la santé sont déjà sur place pour intervenir et sauver la vie de la personne et n'ont donc pas besoin d'activer les services d'urgence. Il est important de noter qu'il n'y a pas eu un seul décès dans un SCS dans le monde depuis l'ouverture du premier en Europe en 1986.

Stephen dit qu'il n'écarte pas la nécessité d'options de traitement plus diversifiées, sans but lucratif et financées par le gouvernement, mais il partage:

« Le traitement obligatoire ne fonctionne que si la personne qui consomme des drogues y est prête. C'est là qu'intervient l'importance de la réduction des risques et des sites de consommation sûre. Nous reconstruisons la confiance et les relations avec les personnes qui utilisent des drogues qui ont été détruites par des décennies de stigmatisation et de discrimination de la part des professionnels de la santé, du système de justice pénale et des législateurs politiquement motivés. En rétablissant cette confiance avec la communauté, cela permet aux individus de réussir lorsqu'ils sont prêts à rechercher un traitement ou à trouver un équilibre plus sain dans leur vie. La réduction des méfaits est une pratique fondée sur des données probantes qui diminue les méfaits causés aux individus en réduisant la propagation de maladies dangereuses, en fournissant un accès aux soins, à des options de logement, à une éducation scientifique et en contribuant à créer un sentiment de communauté sain incluant les professionnels de la santé qui se concentrent sur les désirs, les besoins et les aspirations uniques des individus et pas seulement sur les substances qu'ils consomment. En plus de sauver des vies et de réduire les souffrances humaines, cette approche a également pour effet d'être nettement plus rentable que les approches traditionnelles « dures à l'égard des drogues » qui ont échoué depuis le début de la guerre contre la drogue.

Le Dr Gauthier a également profité de l'occasion pour faire part de ses préoccupations concernant le financement insuffisant des SCS avec le ministre associé de la Santé mentale et des Dépendances, Michael Tibollo, lors du petit-déjeuner de jeudi. Il a souligné l'importance cruciale des SCS dans la réduction des décès parmi les personnes aux prises avec la toxicomanie, soulignant que favoriser la confiance est primordial pour encourager les individus à rechercher un traitement pour leur dépendance. De plus, il a été prouvé que les SCS allègent la pression sur les services d'urgence en minimisant la fréquence des visites.

Neil Stephen, CD, RN

Association des infirmières et infirmiers autorisés de l'Ontario (AIIAO); Sudbury & District
Chargée de réseau responsable des



Madison Scaini

Communications Officer/Writer
Registered Nurses' Association of Ontario



(Anglais seulement)



(de gauche à droite) Neil Stephen, inf.; Courtney Dini, IAA (étudiante RN); et la députée France Gélinas se réunissent pour discuter des enjeux contribuant à la crise du personnel infirmier à Queen's Park le 29 février 2024. À savoir, les préoccupations concernant l'équité, la diversité et l'inclusion qui touchent injustement les populations noires, autochtones et 2SLGBTQI+.



(de droite à gauche) Le Dr Paul-André Gauthier s'entretient avec le ministre Michael Tibollo pour répondre aux préoccupations concernant le manque de financement pour les sites de consommation sécuritaire dans le Nord de l'Ontario.



Neil Stephen, inf, demande au député provincial Michael Schreiner, chef du Parti vert de l'Ontario, comment lui et son parti peuvent travailler avec le gouvernement Ford et les autres partis d'opposition pour garantir un financement et un soutien adéquats aux sites de consommation sécuritaire dans le Nord de l'Ontario.